

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## **Autorité Environnementale** Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur le projet dénommé  
«installation de serres agricoles solaires»  
sur la commune de Pierrelatte  
(département de la Drôme)**

Décision n° 2018-ARA-DP-01025

**DÉCISION**  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n°2017-441 du 24 octobre 2017 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-01-03-01 du 03 janvier 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-01025, déposée par Monsieur Joseph GIANCATERINA, gérant de la société ADAJE, le 8 février 2018, considérée complète et publiée sur Internet, relative à une procédure d'autorisation pour l'installation de cinq serres agricoles solaires sur la commune de Pierrelatte (26) ;

VU la saisine de la direction départementale des territoires de la Drôme en date du 22 février 2018 ;

VU l'avis de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 7 mars 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste en:

- le démontage et l'évacuation de serres agricoles détériorées ainsi que la mise à nu du sol ;
- la construction de 5 nouvelles serres destinées à la culture maraîchère d'une emprise au sol de 7 956 m<sup>2</sup>, dotées d'une toiture supportant des panneaux photovoltaïques pour une capacité de 1 020 kWc , un poste de transformation (15 m<sup>2</sup>) et un local technique (20 m<sup>2</sup>) pour une emprise totale au sol de 7 981 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que le projet présenté relève de la rubrique 30) Installations sur serres et ombrières d'une puissance égale ou supérieure à 250 kWc, du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la superficie totale des parcelles concernées par le projet s'élève à environ 2ha et que la surface photovoltaïque représente 5 878,9 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que le projet prévoit l'installation de deux bassins de rétention des eaux pluviales ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs notables sur l'environnement au vu de sa localisation (projet implanté dans une zone de serres existantes) ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'impact.

**DÉCIDE :**

**Article 1**

Le projet d'installation de serres agricoles solaires présenté par Monsieur Joseph GIANCATERINA, gérant de la société ADAGE, concernant la commune de Pierrelatte (26), objet de la demande n°2018-ARA-DP-01025 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

**Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le **14 MARS 2018**

Pour le préfet et par subdélégation,  
la chef du pôle autorité environnementale



Mireille FAUCON

**Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

**Où adresser votre recours ?**

• Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

• Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03